



Commande						MARSEILLE
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date	
UE-2116	CD	172	C	1/18	22/01/2010	

### CONDITIONS PARTICULIERES D'ACHAT

<b>L'ACHETEUR :</b>	<b>URBASER ENVIRONNEMENT</b> <b>1140 avenue Albert Einstein</b> <b>BP 51</b> <b>34935 Montpellier cedex 09</b> <b>France</b> Tél. : 33 (0)4 67 99 41 00 Fax : 33 (0)4 67 99 41 01 N°TVA Intra. : FR 10 484 595 574
<b>PERSONNE(S) REPRESENTANT L'ACHETEUR:</b>	Mr. Claude SAINT-JOLY Directeur Général

<b>LE VENDEUR:</b>	<b>SPIE SUD OUEST</b> <b>70 chemin de Payssat</b> <b>BP 34056</b> <b>31029 Toulouse cedex 4</b> <b>France</b> Tél. : 33 (0)5 61 36 77 77 Fax : 33 (0)5 61 36 75 56 N°TVA Intra. : FR 80 440 056 463
<b>PERSONNE(S) REPRESENTANT LE VENDEUR :</b>	Mr. Bernard GISBERT Chef du Département Industrie Energie Environnement

<b>Référence du Contrat :</b>	<b>Construction du centre de traitement multifilières de déchets ménagers avec valorisation énergétique</b>
<b>Définition des prestations:</b>	<b><u>Commande initiale</u> :</b> Etude, fourniture, livraison, installation et mise en service du lot 23 B câblage/contrôle-commande <b><u>Avenant 1</u> :</b> Régularisation des travaux modificatifs de la commande initiale <b><u>Avenant 2</u> :</b> Régularisation des travaux modificatifs de la commande initiale
<b>Prix de la Commande initiale :</b>	<b>1 300 000,00 Euros Hors Taxes</b>
<b>Prix de l'Avenant 1 :</b>	<b>250 000,00 Euros Hors Taxes</b>
<b>Prix de l'Avenant 2 :</b>	<b>200 844,05 Euros Hors Taxes</b>
<b>Prix de la commande révisée :</b>	<b>1 750 844,05 Euros Hors Taxes</b>

<b>Délais :</b>	<b>Selon délais détaillés au paragraphe 12</b>
-----------------	--



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	2/18	22/01/2010

MARSEILLE
-----------

## TABLE DES MATIERES

3		
4	CONDITIONS PARTICULIERES D'ACHAT.....	1
5	1 FORMATION DU CONTRAT.....	4
6	2 DOCUMENTS CONTRACTUELS PAR ORDRE DE PRESEANCE.....	4
7	3 CONSISTANCE DES PRESTATIONS DU CONTRAT.....	4
8	4 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
9	5 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE VENDEUR.....	4
10	6 OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.....	5
11	6.1 LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ACHETEUR AVEC LE CONTRAT.....	5
12	6.2 FOURNITURES, SERVICES ET ASSISTANCE A LA CHARGE DE L'ACHETEUR.....	5
13	7 OBLIGATIONS DU VENDEUR.....	5
14	8 PRIX – VARIATION DANS LES PRIX.....	5
15	8.1 ETABLISSEMENT DES PRIX.....	5
16	8.2 BORDEREAU DES PRIX.....	6
17	8.3 ACTUALISATION DES PRIX.....	6
18	9 PENALITES.....	6
19	10 CONDITIONS DE PAIEMENT.....	6
20	10.1 TERMES DE PAIEMENT.....	6
21	10.2 PAIEMENT.....	6
22	11 FACTURATION ET CORRESPONDANCES.....	6
23	12 DELAIS PREVISIONNELS D'EXECUTION.....	6
24	13 GARANTIE CONTRACTUELLE.....	7
25	13.1 CONSISTANCE DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE.....	7
26	13.2 GARANTIES DE PERFORMANCES.....	7
27	14 ASSURANCES.....	7
28	14.1 ASSURANCE TRC.....	7
29	14.2 DISPOSITIONS COMMUNES.....	7
30	14.3 DATE DE JUSTIFICATION DES ASSURANCES.....	7
31	14.4 SURPRIME.....	7
32	15 TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE RISQUES (ANNULE ET REMPLACE ARTICLE 12 DES CGA).....	7
33	16 MODIFICATIONS.....	8
34	17 HYGIENE – SECURITE – POLICE DU CHANTIER (EN COMPLEMENT DE L'ARTICLE 16 DES CONDITIONS GENERALES D'ACHAT).....	8
35		
36	18 BASE-VIE.....	8
37	18.1 COMPTE PRORATA.....	9
38	18.2 COMPTE INTER ENTREPRISE.....	9
39	19 DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT.....	9
40	ANNEXE 1 – BORDEREAU DES PRIX.....	10
41	ANNEXE 2 – MODELE DE CAUTION DE BONNE FIN.....	12
42	ANNEXE 3 – MODELE DE CAUTION DE RESTITUTION D'ACOMPTE.....	13
43	ANNEXE 4 – SYSTEME D'ECHANGE DE DOCUMENTS INFORMATISES (SEDI).....	14
44	ANNEXE 5 – BORDEREAU DES PRIX DE L'AVENANT B.....	16
45	ANNEXE 6 – BORDEREAU DES PRIX DE L'AVENANT C.....	17

NSO 67



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	3/18	22/01/2010

MARSEILLE

46	ANNEXE 7 – DELAIS D'EXECUTION .....	18
47		

CSJ

67



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	4/18	22/01/2010

MARSEILLE

## 1 FORMATION DU CONTRAT

### ENTRE

d'une part,

**Urbaser Environnement S.A.S.**, ci-après dénommé l'Acheteur, dont le siège social 1140 avenue Albert Einstein, BP51, 34 935 Montpellier cedex 09 France, représentée par Monsieur Claude SAINT-JOLY, Directeur Général, qui a décidé de confier les Prestations définies au présent Contrat,

### ET

d'autre part,

**Spie Sud Ouest**, ci-après dénommé le Vendeur, dont le siège social est 70 chemin de Payssat, BP 34056, 31029 Toulouse cedex 4, France, représenté par Monsieur Bernard GISBERT, Chef du Département Industrie Energie Environnement, qui accepte d'accomplir ces mêmes Prestations dans les conditions du présent Contrat.

## 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS PAR ORDRE DE PRESEANCE

- La présente Commande avec ses Conditions Particulières n°UE 2116 CD 172 C.
- Les Conditions Générales d'Achat de Travaux et de Sous-traitances n°0720 PR00 012 B.
- L'intention de commande 280408 URB SPI 002 du 28 Avril 2008.
- La confirmation de commande 11120 URB SPI 003 du 11 décembre 2009.
- Le CCTP réf ING SIT SE 0 121 F.
- Le planning URB SIT PL 0 002 E.
- Le DPGF et le bordereau des prix unitaires.
- La Convention de Compte prorata URB SIT DG 0 002 C.
- L'offre PHFAIS-2008-46592-COU-0001 du 25 avril 2008..

## 3 CONSISTANCE DES PRESTATIONS DU CONTRAT

Commande initiale : Etude, fourniture, livraison, installation et mise en service du lot 23 B Câblage/contrôle-commande

Avenant 1 : Régularisation des travaux modificatifs de la commande initiale

Avenant 2 : Régularisation des travaux modificatifs de la commande initiale

## 4 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Documents d'étude : Urbaser Environnement  
Route du Quai Minéralier  
ZI de Fos sur Mer  
Lieu Dit Caban Sud  
13270 Fos sur Mer  
France  
Contacts : Bertrand Robin

S'pace Architectes Associés  
111 rue Molière  
94200 Ivry-sur-Seine  
France  
Contact : Gérard N'Guyen

Fournitures et travaux : Urbaser Environnement  
Route du Quai minéralier  
ZI de Fos sur Mer  
Lieu dit Caban Sud  
13 270 Fos sur Mer  
France  
Contact : Monsieur Bertrand Robin

## 5 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE VENDEUR.

Selon la liste mentionnée dans le DCE et tels que décrits dans les Conditions Générales d'Achat.



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	5/18	22/01/2010

MARSEILLE

## 6 OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.

### 6.1 Liste des documents fournis par l'Acheteur avec le Contrat

Selon la liste mentionnée dans le DCE.

### 6.2 Fournitures, services et assistance à la charge de l'Acheteur.

- Aire de stockage des équipements.
- Constructions de génie civil et massifs supports des équipements.

## 7 OBLIGATIONS DU VENDEUR

- Conditionner le matériel livré sur site, afin qu'il soit protégé de tous dommages inhérents aux activités normales du chantier, entre la date de livraison et celle de montage et mise en service.
- Tous les autres termes et conditions relatifs aux Obligations du Vendeur dans les Conditions Générales restent valides.

Le Vendeur ne pourra introduire aucun changement dans le Projet, matériels ou moyens d'exécution sans autorisation écrite de l'Acheteur.

De manière générale le Vendeur est l'unique responsable de l'exécution correcte des travaux qui lui sont confiés, en les accompagnant des documents contractuels correspondants et au minimum avec ceux stipulés dans les Conditions Générales d'Achat. Il remplira les spécifications techniques convenues, les réquisits additionnels de l'Acheteur, et emploiera les usages et termes de bonne pratique qui établissent les normes ou codes nationaux et internationaux.

L'Acheteur se réserve le droit de récuser les moyens, tant humains que matériels, qui seraient utilisés pour l'exécution des travaux, et le Vendeur s'engage à les substituer immédiatement par ceux qu'il jugerait adéquats. Dans les critères de récusation et d'adéquation, ceux de l'Acheteur prévaudront.

Le Vendeur devra prendre en compte toutes les normes de l'environnement local, national, ainsi que celles en vigueur dans l'Union Européenne.

Sont également à la charge du Vendeur, le déchargement et l'installation mécanique de tous les matériels faisant l'objet de ce contrat, incluant aussi bien tous les moyens matériels (grues de déchargement et / ou de positionnement, outils et moyen d'ancrage des équipements au sol, d'ancrage rapide, vestiaires, moyens auxiliaires de montage...) que les moyens humains (personnel qualifié, ouvriers, équipements de protection individuelle homologuée...).

Pendant les travaux de montage, un état d'ordre et de propreté correct sera maintenu et respecté sur toutes les installations du chantier, et en particulier sur les zones affectées directement par les travaux réalisés.

Il sera accordé une attention particulière aux matériels et/ ou déchets qui pourraient être toxiques et dangereux pour la santé des personnes, et que ces produits comme les déchets provenant de ceux-ci, soient, à tout moment identifiés et stockés correctement pour pouvoir permettre leur postérieure gestion/ élimination par l'Acheteur.

Le Vendeur devra faire parvenir à l'Acheteur un état mensuel d'avancement de la commande (document à remettre le 21 de chaque mois) indiquant les informations suivantes :

- Pourcentage d'avancement des études
- Pourcentage d'avancement des approvisionnements
- Pourcentage d'avancement de la fabrication
- Pourcentage d'avancement du montage sur site

## 8 PRIX - VARIATION DANS LES PRIX

### 8.1 Etablissement des prix.

Prix global forfaitaire de la commande initiale : **1 300 000,00 Euros** (Un million trois cent mille Euros) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire de l'avenant 1 : **250 000,00 Euros** (Deux cent cinquante mille Euros) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire de l'avenant 2 : **200 844,05 Euros** (Deux cent mille huit cent quarante quatre Euros et cinq centimes) Prix hors taxes

Prix global forfaitaire de la commande révisée : **1 750 844,05 Euros** (Un million sept cent cinquante mille huit cent quarante quatre Euros et cinq centimes) Prix hors taxes

Le prix du contrat est celui fixé ci-dessus, ferme et non révisable jusqu'à une variation minimum de plus ou moins 10 % du montant global de la présente commande.

CSJ

63



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	6/18	22/01/2010

MARSEILLE

Au vu de l'écart financier entre les travaux supplémentaires validés par l'Acheteur dans le présent avenant et le chiffrage de ces travaux par le Vendeur, il est convenu entre les parties que les prix définitifs de ces travaux seront régularisés dans un nouvel avenant courant octobre 2009.

## 8.2 Bordereau des prix.

Voir Annexe 1

## 8.3 Actualisation des prix.

Sans objet

## 9 PENALITES

En cas de retard par rapport aux dates clés spécifiées à l'article 12, les pénalités applicables sont les suivantes :

- 0,1 % par jour calendaire de retard

L'Acheteur appliquera les pénalités après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours après sa réception.

Les pénalités sont plafonnées à 7,5 % du montant global de la présente commande, forfaitaires et libératoires de toutes autres indemnités mais non libératoire des obligations du Vendeur.

## 10 CONDITIONS DE PAIEMENT

### 10.1 Termes de paiement

- 15 % à la commande, par virement à 60 jours fin de mois le 10, contre remise d'une caution bancaire de restitution d'acompte de 15 % libérable à la livraison des principaux équipements sur site.
- 75 % sur situation mensuelle le 21 de chaque mois, par virement à 60 jours fin de mois le 10.
- 5 % à la fin des essais et remise des DOE, par virement à 60 jours fin de mois le 10.
- 5 % à la réception du CTM, au plus tard le ~~30 octobre 2009~~ 7 mars 2010, par virement à 60 jours fin de mois le 10, contre remise d'une caution bancaire de garantie libérable à la fin de la période de garantie contractuelle.

Les modèles de garantie bancaire sont joints en annexe.

### 10.2 Paiement

Par l'Acheteur

## 11 FACTURATION ET CORRESPONDANCES

Selon les conditions Générales d'Achat.

Adresse de la facturation :

Urbaser Environnement  
Route du Quai minéralier  
ZI de Fos sur Mer  
Lieu dit Caban Sud  
13 270 Fos sur Mer  
France

## 12 DELAIS PREVISIONNELS D'EXECUTION

T0 représente le jour de l'envoi de l'intention de commande, soit le 28 avril 2008.

Les délais prévisionnels d'exécution sont les suivants :

- ~~Zones PRE/BIO/HAL/CAR :~~
  - Début de montage sur site : ~~1<sup>er</sup> Novembre 2008~~
  - Fin de montage sur site : ~~15 Janvier 2009~~
  - Fin des essais : ~~30 janvier 2009~~
- ~~Zones TMP/MET/DIG/PRS/STEP :~~
  - Début de montage sur site : ~~1<sup>er</sup> Décembre 2008~~
  - Fin de montage sur site : ~~15 février 2009~~
  - Fin des essais : ~~2 mars 2009~~
- ~~Zones ADM/PGA/ATE/KRAFT/DIV/MAC :~~

CSJ

GA





Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	7/18	22/01/2010

MARSEILLE

- ~~Début de montage sur site : 1 Novembre 2008~~
- ~~Fin de montage sur site : 15 Janvier 2009~~
- ~~Fin des essais : 30 Janvier 2009~~
- **Réception des travaux : 2 avril 2009 (au plus tard le 30 octobre 2009)**

Les délais d'exécution sont ceux détaillés à l'annexe 6.

Le Constat d'Achèvement des Travaux (CAT) est prévu le 31 décembre 2009.

La réception est prévue le 7 mars 2010.

Les dates précises seront communiquées par l'Acheteur au Vendeur avec un préavis minimum de 15 jours calendaires.

### 13 GARANTIE CONTRACTUELLE

#### 13.1 Consistance de la garantie contractuelle

La garantie est de 2 ans à compter de la réception du CTM mais au plus tard à compter du 30 octobre 2009.

La garantie des châssis est de 5 ans à compter de la fin de la réception du CTM mais au plus tard à compter du 30 octobre 2009.

La garantie anticorrosion est de 5 ans à compter de la fin de la réception du CTM mais au plus tard à compter du 30 octobre 2009.

La période de garantie des matériels défectueux sera réitérée en cas de substitution pour cause d'avarie des équipements pendant la période de garantie, en excluant les pièces d'usure.

#### 13.2 Garanties de performances

Le Vendeur garantit les performances telles que définies dans le cahier des garanties souscrites.

### 14 ASSURANCES

Le titulaire souscrira les assurances telles que spécifiées dans les Conditions Générales d'Achat.

#### 14.1 Assurance TRC

L'Acheteur a contracté une police d'assurance « TRC ». Une copie de cette police sera annexée au présent document

Le Vendeur aura à supporter une partie de la prime de l'assurance « TRC ». Le taux de participation est fixé à 0,375 % du montant des travaux de la part SPIE.

#### 14.2 Dispositions communes

Le Vendeur devra prévoir les mêmes obligations d'assurance que celles citées précédemment, de la part de ses sous-traitants, quelles que soient la nature et l'importance des travaux qu'il envisage de leur confier. Il devra vérifier les polices correspondantes et les avenants d'extension qui s'avèreraient nécessaires, dans les 15 jours de l'agrément du sous-traitant. L'Acheteur se réserve la possibilité de demander au Vendeur la justification des garanties de ses sous-traitants à quelque époque que ce soit.

#### 14.3 Date de justification des assurances

Le vendeur devra justifier de la validité de ses assurances ci-dessus définies au moment de la signature du marché et au moment de la réception des travaux (attestations datant de moins de 1 mois), mais également à tout moment sur demande de l'Acheteur.

Aucun règlement de solde, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement ne sera établi au profit du vendeur qui ne pourra produire un quitus des assurances, attestant que l'intéressé a intégralement réglé les primes qui lui incombent.

#### 14.4 Surprime

Si par suite d'insuffisances de qualification, de mise en œuvre de procédés non agréés, une surprime était appliquée aux polices de l'Acheteur, cette surprime serait répercutée au Vendeur.

### 15 TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE RISQUES (ANNULE ET REMPLACE ARTICLE 12 DES CGA)

La propriété des matériels, matériaux et produits devant être mis en œuvre par le vendeur, ses sous-traitants et fournisseurs au titre de la présente commande est transférée à l'Acheteur à la date de réalisation du 1<sup>er</sup> des événements suivants :

- Livraison sur le chantier.

CSJ G3



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	8/18	22/01/2010

MARSEILLE

- Paiement effectué par l'Acheteur au Vendeur au titre de la livraison sur le chantier des matériels, matériaux et produits en cause.
- Paiement effectué par l'Acheteur au Vendeur au titre de la fabrication du matériel en atelier et en usine.

Les clauses de réserve de propriété incluses dans les commandes et sous-traités conclus par le Vendeur pour les besoins du marché ne seront en aucun cas opposables à l'Acheteur. Le Vendeur fait son affaire, sous sa responsabilité de l'introduction dans lesdits commandes et sous-traités de toute clause permettant l'application des présentes dispositions.

Le transfert de propriété visé ci-dessus n'implique en aucun cas le transfert de garde juridique des matériels, matériaux et produits concernés, lequel interviendra lors de la prise en charge des installations au jour de la délivrance du PV de réception sans réserve de l'unité dans les conditions définies au Marché.

## 16 MODIFICATIONS

Le Vendeur s'engage à ne pas retenir, à aucun moment, l'exécution des œuvres et des services, sauf sur indication expresse de l'Acheteur ou pour cause de force majeure.

Le Vendeur ne pourra, en aucun cas, effectuer une plus grande quantité d'œuvre et de services que celle spécifiée dans la Réquisition et les documents s'y rapportant sans autorisation écrite de l'Acheteur. En cas de non accomplissement de cette clause, le surplus d'unités réalisé ne sera pas réglé.

## 17 HYGIENE – SECURITE – POLICE DU CHANTIER (EN COMPLEMENT DE L'ARTICLE 16 DES CONDITIONS GENERALES D'ACHAT)

Le Vendeur ne pourra réclamer aucune indemnisation à l'Acheteur pour des pertes de temps, dues à des interruptions de travail imputables au Vendeur, pour non-respect par ce dernier de la législation environnementale ou des normes contenues dans le P.G.C.S.P.S..

En particulier, le Vendeur s'engage à gérer correctement les déchets toxiques et dangereux qui sont générés en conséquence de ses activités pour l'Acheteur, ainsi qu'à ne causer aucune contamination du sol. Pour ceci il pourra opter pour son inscription sur le registre des petits producteurs de déchets toxiques et dangereux, auprès de la communauté autonome dans laquelle s'effectue l'œuvre/ le service, dans ce cas il délivrera à l'Acheteur une copie de la dite inscription ainsi que les documents de contrôle et de suivi qui dérivent de la gestion de ces derniers (laquelle sera menée à bien uniquement par des gestionnaires et transporteurs autorisés), ou que la responsabilité des déchets toxiques et dangereux générés par l'activité sous-traitée soit assumée par l'Acheteur, en tant que responsable de l'activité. Dans ce cas la gestion des dits déchets lui sera facturée.

### Préventions des risques du travail

Le Vendeur se voit obligé d'accomplir toutes les dispositions légales, en matière de prévention des risques du travail, étant le responsable de la mise en pratique de ces dernières, ainsi que des conséquences qui dériveraient de son inaccomplissement.

Le Vendeur ne pourra réclamer aucune indemnisation à l'Acheteur pour des pertes de temps, dues à des interruptions de travail imputables au Vendeur, pour le non accomplissement de sa part de la loi de prévention des risques du travail.

Tout le personnel du Vendeur devra utiliser les équipements de protection individuelle adéquats et spécifiques pour les travaux à réaliser, en respectant les normes applicables et l'évaluation des risques de leurs postes.

Toute la machinerie, les installations et les équipements de travail fournis par le Vendeur, rempliront totalement les conditions exigées, tant au niveau des normes en vigueur qu'au niveau du plan de sécurité et de santé qui leur est applicable (dans le cas de travaux).

Le Vendeur est obligé par le présent contrat de fournir la documentation et l'information qui lui est demandée avant le début des travaux en matière de prévention des risques du travail.

Le représentant du Vendeur en matière de prévention des risques du travail s'oblige à assister à toutes les réunions de prévention réalisées pendant les œuvres/ services.

Les infractions réitérées en terme de prévention des risques du travail par l'un des employés du Vendeur, pourront être un motif de sa substitution.

Une charte verte est applicable pour l'ensemble du chantier. Le cahier des prescriptions environnementales sera joint en annexe au présent document. Le Vendeur est tenu à respecter les procédures et les obligations administratives SPE-SIT-NG-0-003.

## 18 BASE-VIE

L'Acheteur fera l'investissement de la base vie (Cantonement) comprenant, des bureaux, des sanitaires, des réfectoires, des salles de réunion).

Les locaux seront mis à disposition du Vendeur qui ne pourra installer d'autres locaux sur le site.

CSJ 69





Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	9/18	22/01/2010

MARSEILLE

338 Les frais de fonctionnement seront portés au COMPTE PRORATA (CP) suivant le protocole initial joint en annexe URB-SIT-  
339 DG-0-002-C.

340 Le compte Inter Entreprise concerne les frais qui ne seront pas supportés par toutes les Entreprises. L'affectation des dépenses  
341 fera l'objet d'un protocole entre l'Acheteur et le Vendeur en ce qui concerne les frais fixes, auxquels s'ajouteront les dépenses  
342 proportionnelles ou exceptionnelles.

343 18.1 *Compte Prorata*

344 Les recettes du CP seront provisionnées par un prélèvement plafonné de 1,2 % du montant des travaux de la part de SPIE.

345 18.2 *Compte Inter Entreprise*

346 Ce compte sera géré par l'Acheteur, il affectera les dépenses hors CP tel que :

347

- 348 • La location des bureaux au taux de base de 15€/m<sup>2</sup>/mois.
- 349 • Les locataires devront assurer le nettoyage et l'entretien des surfaces louées.
- 350 • La location des bureaux sera majorée de l'entretien des parties communes, circulation, sanitaires (forfait = 140€/mois)
- 351 • Les consommations électriques pour les travaux de chantier.
- 352 • Les facturations des consommations téléphoniques, informatiques, ADSL, etc.
- 353 • Les câblages des réseaux dans les bureaux (forfait à définir).
- 354 • Et toutes les autres dépenses qui pourraient être affectées à une seule Entreprise.

355

356 Les recettes du Compte Inter Entreprises feront l'objet d'une émission de facture mensuelle avec une régularisation éventuelle  
357 par un prélèvement sur les situations de travaux ou DGD.

358

359 19 **DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT**

360 Le Contrat entrera en vigueur à la date de signature de la présente commande par les deux parties.

361

362

363 Signatures :

364

Monsieur Bernard GISBERT  
Pour le Vendeur

Monsieur Claude SAINT-JOLY  
Pour l'Acheteur

Le 21 Juin 2010

Le 6.07. 2010

**SPIE**  
SPIE Sud-Ouest SAS  
Direction Midi-Pyrénées Grand Toulouse  
70 Chemin de la Vallée - ZI Montaudran  
BP 34055 - 31029 Toulouse Cedex 4  
Tél. +33 (0)5 61 36 75 77 • Fax +33 (0)5 61 36 75 56  
TOULOUSE RCS 440 056 463

**URBASER ENVIRONNEMENT SAS**  
1140, Av Albert Einstein BP 51  
F - 34935 Montpellier Cedex 09  
Tél. 04 67 99 41 00 Fax 04 67 99 41 01  
SAS au capital de 1.000 000 Euros  
RCS Montpellier 404 505 974

CSJ 67



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	10/18	22/01/2010

MARSEILLE

365  
366

## ANNEXE 1 – Bordereau des prix

Ref.	Quantité	Désignation	Prix unitaire en € HT	Prix total En € HT
<u>1</u>	1	Logistique	135 888,89	135 888,89
<u>2</u>	1	Installation des armoires et coffrets système	39 929,25	39 929,25
<u>3</u>	1	Réalisation réseau de communication	127 098,74	127 098,74
<u>4</u>	1	Chemin de câbles	303 762,80	303 762,80
<u>5</u>	1	Câblage des entrées/sorties analogiques	74 759,13	74 759,13
<u>6</u>	1	Câblage des entrées/sorties détecteur de gaz	17 700,54	17 700,54
<u>7</u>	1	Câblage des vannes TOR	87 282,96	87 282,96
<u>8</u>	1	Câblage des coffrets de commandes locales et capteurs TOR câblage filaire	21 153,11	21 153,11
<u>9</u>	1	Câblage des arrêts d'urgence	171 507,47	171 507,47
<u>10</u>	1	Câblage des coffrets de commandes locales et capteurs TOR par bus ASI	130 244,56	130 244,56
<u>11</u>	1	Câblage des entrées/sorties éléments électriques	8 062,65	8 062,65
<u>12</u>	1	Etudes	80 189,12	80 189,12
<u>13</u>	1	Essais	40 032,12	40 032,12
<u>14</u>	1	Câblage packages	57 122,67	57 122,67
<u>15</u>	1	Câblage E/S lot 15	6 370,56	6 370,56
<u>16</u>	1	Câblage réseau pesage	19 895,42	19 895,42
<u>17</u>	1	Fourniture et pose CCL	47 532,56	47 532,56
<u>18</u>	1	Armoire E/S zone biofiltre	2 145,52	2 145,52
<u>19</u>	1	Liaisons onduleurs Profibus	6 250,00	6 250,00
<u>20</u>	1	Variante Profibus DP pour séparateurs optiques	- 2 050,00	- 2 050,00
		<b>TOTAL EN EUROS HORS TAXES</b>		<b>1 374 878,07</b>
		<b>TOTAL EN EUROS HORS TAXES DE LA COMMANDE INITIALE APRES REMISE</b>		<b>1 300 000,00</b>

CSJ

67



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	11/18	22/01/2010

MARSEILLE

		AVENANT 1		250 000,00
		AVENANT 2		200 844,05
		TOTAL EN EUROS HORS TAXES DE LA COMMANDE REVISEE		1 750 844,05

367

CSJ

GN



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	12/18	22/01/2010

MARSEILLE
-----------

## ANNEXE 2 – Modèle de caution de bonne fin

Le Vendeur fournira, sans frais pour l'Acheteur, une (des) garanties(s) bancaire(s) libellée(s) comme ci-dessous :

Nous nous référons à la commande n° ..... que vous avez conclue le ..... avec SPIE Sud-Ouest, ci-après dénommé « l'Entreprise », dont le siège est 70 chemin de Payssat ZI Montaudran – BP 4056 – TOULOUSE CEDEX 4 relative à .....

A la demande de ..... SPIE Sud-Ouest vous fournit un acte de cautionnement représentant 5 % de la commande précitée destiné à garantir ses obligations contractuelles.

En conséquence, nous soussigné, ..... déclarons nous porter caution solidaire de l'Entreprise et nous engageons à vous verser, dans la limite de la somme de :

EUR .....

dans le cas où l'Entreprise serait reconnue débitrice envers vous et ne serait manifestement plus en mesure de remplir ses obligations contractuelles afférentes à la bonne fin du contrat, et ce dans la limite maximum du montant garanti.

Le paiement résultant de la mise en jeu éventuelle de la présente caution interviendra après réception par notre banque d'une lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant en quoi l'Entreprise n'est manifestement plus en mesure de remplir ses obligations contractuelles afférentes à la bonne fin du contrat et précisant le montant demandé, dans les limites du montant garanti.

Sa mainlevée interviendra au plus tard le .....

Passé cette date et sans autre notification, cette caution sera caduque et cessera de produire effet, aucune demande s'y référant ne sera recevable sans qu'il soit besoin de la restitution de la présente lettre.

FAIT A ..... LE .....



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	13/18	22/01/2010

MARSEILLE

### ANNEXE 3 – Modèle de caution de restitution d'acompte

#### CONDITIONS GENERALES

1 - Le présent acte constitue ....., au capital de EUR ....., dont le siège social est à ....., caution personnelle et solidaire de SPIE Sud-Ouest, SAS au capital de 30 868 000 Euros, n° SIREN 440 056 463 R CS TOULOUSE, dont le siège social est à TOULOUSE 31400 – 70 chemin de Payssat – ZI de Montaudran, pour le remboursement de l'acompte dans le cadre d'un marché privé dont les caractéristiques sont reprises ci-dessous selon les conditions générales et particulières.

2 – Ce cautionnement ne peut garantir d'autres engagements que ceux de la société SPIE Sud-Ouest et ce, exclusivement dans le cadre d'un marché dont l'exécution se situe en France.

3 – Il est expressément stipulé que le présent engagement de caution n'entrera en vigueur qu'après qu'aient été apposées à la fois la signature de ..... représentée par ....., signataires dûment habilités, et celle de la société SPIE Sud-Ouest représentée par .....

Le présent engagement entrera en vigueur à l'encaissement de l'acompte par SPIE Sud-Ouest.

4 – En exécution du présent engagement, ..... paiera au bénéficiaire désigné aux conditions particulières les sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du remboursement de l'acompte, dans le cadre du marché désigné et ce dans les limites du montant indiqué aux conditions particulières.

5 – Validité : ce cautionnement sera libéré, soit à la signature du procès-verbal de réception des travaux, faite avec ou sans réserves, soit au plus tard le .....

Passé cette date, le présent engagement cessera de produire effet et sera de plein droit et automatiquement annulé, que l'acte soit restitué ou non.

#### CONDITIONS PARTICULIERES

1 – Bénéficiaire du présent engagement de caution : .....

2 – Au titre du Marché suivant : .....

N° ....., conclu le .....

Objet .....

Montant du Marché .....

3 – Montant de la caution : ..... acompte représentant ..... % du Marché

soit EUR .....

FAIT A ..... LE .....

CSJ





Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	14/18	22/01/2010

MARSEILLE

## ANNEXE 4 – SYSTEME D'ECHANGE DE DOCUMENTS INFORMATISES (SEDI)

### Champ d'application

La présente annexe aux C.P.A. définit les modalités d'utilisation du Système d'Echange de Documents Informatisés (SEDI), service informatique permettant le classement, l'organisation et les échanges électroniques des documents liés à la réalisation des travaux du présent marché.

Le service BuildOnline sera utilisé par l'ensemble des intervenants de l'opération : la maîtrise d'ouvrage, les entreprises titulaires d'un marché de travaux et les sociétés titulaires d'un marché de prestations intellectuelles participant à l'exécution desdits travaux (maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordonnateur SPS, AMO...)

L'abonnement à ce service et son utilisation constitue une clause obligatoire pour le titulaire d'un marché (entreprise individuelle ou mandataire d'un groupement)

L'utilisation du service BuildOnline aura des retombées positives pour l'ensemble des intervenants. Les bénéfices attendus sont les suivants :

- Accès aisé aux informations générales sur l'opération (annuaire des intervenants, documents généraux,...)
- Réduction des délais de transmission des documents
- Réduction des délais de validation en rappelant aux intervenants concernés les documents qu'ils ont à viser
- Economies d'affranchissement
- Economies de reprographie
- Réduction des coûts de non-qualité (assurance de travailler avec des plans au dernier indice, respect de règles communes, ...)
- Traçabilité des échanges (savoir exactement qui a envoyé quoi et à qui)
- Constitution progressive du dossier informatique qui sera livré aux gestionnaires de patrimoine à l'issue de chaque tranche.
- Sauvegardes régulières des documents

Les conditions d'utilisation du Service, auxquelles le titulaire d'un marché de travaux, aussi dénommé l'utilisateur, doit adhérer au titre de ses obligations contractuelles sont détaillées dans ce document.

### Description du SEDI

Le principe du SEDI est fondé sur la centralisation des documents et des différents échanges relatifs à ceux-ci sur une base de données commune à tous les intervenants du projet.

BuildOnline est un système informatique utilisable simplement grâce à un ordinateur type PC, connecté au réseau Internet.

Les principales fonctionnalités du service sont les suivantes :

- Gestion des documents
  - Contrôle des versions, comparaison graphique des versions
  - Révisions et annotations en ligne
  - Moteur de Recherche
  - Accès à l'information selon droit d'accès par dossier
- Gestion d'activités
  - Messagerie
  - Circuits de validation
  - Calendrier
  - Suivi des Travaux modificatifs
  - Levé des réserves
- Gestion de l'Histoire
  - Reporting projet
  - Alertes
  - Historique des actions



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	15/18	22/01/2010

MARSEILLE

## Conditions d'utilisation du SEDI

### 1 - Modalités d'utilisation

Pour l'utilisation du SEDI, chaque Intervenant devra accepter et respecter les prescriptions décrites dans ce document. Ces prescriptions seront considérées comme acceptées à la signature des marchés.

Dans ce cadre, le titulaire demeure le seul interlocuteur de BuildOnline qui lui accorde un droit d'utilisation.

Toutes les obligations d'utilisation du service s'appliqueront à ces nouveaux utilisateurs, conformément aux prescriptions contractuelles.

Si le titulaire d'un marché souhaite commander davantage de prestations en cours d'exécution de son marché (augmentation du nombre d'accès, formations complémentaires, prestation de conseil...), il passera directement commande à la société CTSpace, fournisseur de la solution BuildOnline.

### 2 - Conditions générales d'accès au SEDI

Pour pouvoir se connecter au SEDI, les conditions suivantes sont nécessaires :

- disposer d'un poste informatique respectant les spécifications techniques minimales (PC Windows 98 ou supérieur, Internet Explorer 6 ou supérieur équipé d'une machine virtuelle Java)
- disposer d'une connexion Internet (haut débit)
- avoir suivi les formations requises : pour une utilisation optimale de l'outil les codes d'accès à BuildOnline seront nominatifs et délivrés uniquement aux personnes ayant suivi la formation « utilisateur »
- avoir configuré son poste en ayant suivi la procédure remise par CTSpace.
- respecter toutes les règles méthodologiques définies dans les pièces contractuelles

Le manquement à l'une de ces conditions annule toute possibilité de recours à l'assistance téléphonique utilisateur.

### 3 - Conditions financières d'accès au SEDI

Le financement du service est assuré par l'Acheteur / Compte Prorata (y compris la formation d'une personne par titulaire de marché). Toutes les formations complémentaires seront commandées et réglées par chaque Intervenant directement à BuildOnline au tarif suivant : 250 € HT / personne. Tout désistement moins de cinq (5) Jours Ouvrés avant le début de la formation entraînera la facturation du stage.

Les sessions de formation « utilisateur » peuvent être organisées au choix :

- sur site (5 personnes minimum + salle de formation informatique mise à disposition / durée approximative : 3h)
- par web-conférence (2 personnes maximum / durée approximative : 1h30)

CSJ 67



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	16/18	22/01/2010

MARSEILLE

## ANNEXE 5 – Bordereau des prix de l'avenant B

DESIGNATION	OBSERVATIONS	MONTANT HT
LOT 23		
Entrées / Sorties Tables basculantes	Mail du 17/04/09 DOC 3 Avt 1 Base 41634,77 - 4113,00 + 4849,00	42 270,17 €
Entrées / Sorties Biofiltre	Mail du 17/04/09 DOC 3 Avt 1	131 909,77 €
Entrées / Sorties Stations de relevage	Mail du 17/04/09 DOC 3 Avt 1 Base 30829,91 - 8240	22 589,81 €
Entrées / Sorties Zone méthaniers		17 256,79 €
SOUS TOTAL ENTREES SORTIES	Suivant liste des instruments indice J	175 413,04 €
Analyse mail du 17/04/09	Mail du 17/04/09 DOC 4 Marché de base	
B : Installation des armures et coffrets système		
C : Réalisation réseau de communication réseau		16 000,00 €
E : Câblage des E/S analogique		900,00 €
E-F-G-H : Câblage divers	Moins valeur 3500 Plus valeur 4390 = 834	834,00 €
F : Câblage des AU	Moins valeur 10451 Plus valeur 1423 = - 9028	9 028,00 €
K : Câblage des E/S éléments élec.		600,00 €
L : Etude		40 500,00 €
SOUS TOTAL ANALYSE 17/04/2009		15 718,00 €
Malaxeur Putzmeister		27 942,61 €
Centrifugeuses		42 582,91 €
Presses à paquets		15 709,68 €
BRS MECATEL		
Brûleur de sécurité torche PRODEVAL		4 908,10 €
Bac à sable eau pure		6 150,83 €
Compresseurs biogaz agitation		17 739,04 €
Séchateurs biogaz groupe froid		510,05 €
Séparateurs optiques		21 993,80 €
Séparateurs inductifs		28 383,28 €
Fonds mouvants		1 427,01 €
Chaudière poste d'eau		5 067,59 €
Groupe électrogène biogaz n°1		2 351,24 €
Groupe électrogène secours		2 898,24 €
Unité de flocculation		586,65 €
Silo maintien de pression		1 719,25 €
Pont tri n°1 et 2		475,87 €
SOUS TOTAL PACKAGES		172 466,09 €
Câblage des CCL et capteurs TOR câblage filaire		4 159,37 €
Câblage des CCL et capteurs TOR par bus ASI		28 093,36 €
Fourniture et pose CCL		36 105,63 €
Sous total SUPPRESSION 178 CCL MARCHÉ	13 CCL type 10 pour vannes TOR	67 958,26 €
Complément 13 CCL de vanne et BRS		8 855,83 €
Sous total CCL		8 855,83 €
Barrières Si sur site		7 252,00 €
Sous total BARRIERES Si		7 252,00 €
Liaison PSQ/HTA2		
Liaison PSQ/HTA2		8 751,52 €
TOTAL LOT 23 AU 09/06/2009		324 490,33 €

NB : 250 000 € HT sont régularisés au titre de l'avenant 1, le solde est reporté à un examen en octobre 2009.

CSJ

G7



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	17/18	22/01/2010

MARSEILLE

## ANNEXE 6 – Bordereau des prix de l'avenant C

DESIGNATION	MONTANT HT
RAPPEL SUR AVENANTS PRECEDENTS	74 490,33 €
AJOUT COL AUX BRS	1 470,37 €
AJOUT CONVERTISSEUR POUR SONDE PT100 BRS	5 000,40 €
AJOUT LIAISON CONTRÔLE COMMANDE CLES TRAYVOU BRS	1 656,86 €
FOURNITURE ARRÊT D'URGENCE ATEX	2 663,43 €
AJOUT LIAISONS SUR TABLES BASCULANTES	2 047,17 €
AJOUT TAPIS 220ZTB11 M ET M2 ET 320ZTB37	10 467,88 €
AJOUT LIAISON CONTRÔLE COMMANDE INTERFACES CNIM AIR PRIMAIRES	2 478,55 €
MODIFICATION COMMANDE PONT UVO	787,82 €
PROBLEMES SUR FOURREAUX LIAISONS HTA1-HTA3	5 860,46 €
LIAISONS CABLES CNIM VAE PSO	42 642,30 €
MODIFICATION ALIMENTATION TYCO	590,65 €
REPRISE DES CHEMINEMENTS BIO	5 074,05 €
AJOUT TAPIS 220 ZTB11 M1 M2 ET 320ZTB 37	2 904,47 €
LIAISONS INTER VARIATEURS BRS	1 375,50 €
DEPLACEMENT VARIATEURS BIOFILTRE TGBT PRE	2 366,60 €
MISES A LA TERRE DES FONDs DE FOUILLE	28 103,38 €
MODIFICATIONS STATIONS DE RELEVAGES	1 134,72 €
AJOUT CCL ZONE RECHARGEMENT	1 515,73 €
AJOUT LIAISON ANA SUT TELEMETRE LASER ZONE MAC	1 084,92 €
COMPLEMENT PRESTATION FIBRE OPTIQUE	1 616,50 €
INTEGRATION DES CLES CAPTIVES	4 468,31 €
MODIFICATIONS STATIONS DE RELEVAGES	1 134,72 €
TOTAL au 07 12 2009	200 644,06 €

CSJ



Commande					
Activité	Code	Ordre	Rév.	Page	Date
UE-2116	CD	172	C	18/18	22/01/2010

MARSEILLE

## ANNEXE 7 – Délais d'exécution

ZONE	activité	sous traitant	mad s/t	mise sous tension
GAR	table basculante 1	sp2i	11/09/09	11/09/09
	table basculante 2 à 4	sp2i	14 au 25/09/09	14 au 25/09/09
	2 ponts spreaders	JPA		semaine 31/2009
HAL	2 ponts grappins	COMETE		semaine 31/2009
	tri primaire alimentateur	VAUCHE	15/08/09	15/09/09
	unité de rechargement	VAUCHE	20/08/09	28/09/09
PRE	tri primaire	VAUCHE	31/07/09	15/09/09
	ventilation	Europe Env.		31/08/08
	SDC F1	GC	?	31/08/08
		PRO	?	
	SDC F1	GC	?	31/08/08
		PRO	?	
BRS	2 BRS	MECATEL	15/07/09	21/09/09
TMB	tri secondaire	VAUCHE	31/07/08	semaine 40
	ventilation	Europe Env.		semaine 40
MET				fin novembre
DIG				fin novembre
DIV				fin novembre
MAT	Mise du compost en tunnel	Vauche	30/11/2009	31/12/09
	séchage	CHRISTIAENS	01/10/09	01/11/09
	ventilation	Europe Env.	01/11/09	01/12/09
BIO nord	ventilation	Europe Env.	01/09/09	15/09/09
BIO sud	ventilation	Europe Env.	S39	S41
BOU	ventilation	Europe Env.		30/09/09
PGA				14 au 25/09/09
ADM				18/09/09
ATE				18/09/09
STE	step	VEOLIA		01/09/09
MAC	unité de séchage	Vauché	S39	S41
	traitement mécanique		S41	S43
SIT	surpresseurs eau potable		S35	S37
	pompe kraft		S37	S39

CSJ

67